



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Unité départementale des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 15/05/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAZEAU RECYCLAGE SAS

28 rue Jules Vallès
93400 Saint-Ouen-Sur-Seine

Références : CI rejets aqueux 2025
Code AIOT : 0006517644

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement MAZEAU RECYCLAGE SAS implanté 35 route du bassin n°6 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 mai 2025 au sein de l'établissement MAZEAU RECYCLAGE à Gennevilliers.

Cette inspection était réalisée dans le cadre d'un contrôle inopiné des rejets aqueux en application des dispositions du code de l'environnement par un laboratoire agréé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAZEAU RECYCLAGE SAS
- 35 route du bassin n°6 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006517644

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAZEAU RECYCLAGE exerce une activité de tri, transit et de traitement mécanique de ferrailles et de matériaux non dangereux inertes issus d'opérations de démolition.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.3.6.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Opérations de recherche et de constatation des infractions	Code de l'environnement du 27/09/2019, article L 172-4	Sans objet
2	Contrôle et sanctions administratifs	Code de l'environnement du 09/12/2020, article L 514-8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné des rejets aqueux a été réalisé malgré des conditions techniques non représentatives pour la mesure de débit. En effet, le canal de rejet présentait un diamètre plus large que le flux qui s'y écoulait. Le technicien du laboratoire a mis en place un sac lesté en amont de la prise de mesure (dans le canal de rejet), ceci afin d'augmenter le niveau d'eau dans le canal et permettre la mesure de débit. Cette mesure ne sera pas représentative et une observation sera directement inscrite sur le rapport.

Le laboratoire prendra contact avec l'exploitant afin de lui proposer de réaliser des travaux sur son canal de rejet.

L'exploitant a mis à disposition le matériel nécessaire pour permettre l'accès aux points de rejets aqueux faisant l'objet du contrôle inopiné.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Opérations de recherche et de constatation des infractions

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2019, article L 172-4
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les inspecteurs de l'environnement mentionnés à l'article L. 172-1 et les autres fonctionnaires et agents de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics habilités au titre des polices spéciales du présent code à rechercher et à constater les infractions aux dispositions du présent code et des textes pris pour son application exercent leurs compétences dans les conditions prévues à la présente section. Lorsqu'ils sont habilités à rechercher et à constater des infractions à d'autres dispositions législatives, ils exercent leurs compétences dans ces mêmes conditions.
Constats : L'inspection des installations classées s'est rendue le 06 mai 2025 sur le site de MAZEAU Recyclage à Gennevilliers dans le cadre d'un contrôle inopiné des rejets aqueux. C'est la société ANALY-CO qui a réalisé la mise en place des instruments de mesure en vue de la réalisation des prélèvements sur une période continue de 24 heures (du mardi 06/05 au mercredi 07/05/2025) sur l'unique point de rejet du site. Le rapport d'essai sera communiqué dans le mois qui suit la réalisation du contrôle inopiné eau. Les résultats seront communiqués à l'exploitant ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle et sanctions administratifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2020, article L 514-8
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les dépenses correspondant à l'exécution des analyses, expertises ou contrôles nécessaires pour l'application du présent titre, y compris les dépenses que l'Etat a engagées ou fait engager dans le cadre de la gestion ou du suivi des impacts et conséquences d'une situation accidentelle, sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Les mesures des rejets aqueux ont été réalisés conformément à l'article L514-8 du Code de l'Environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 4.3.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvements
Prescription contrôlée : <u>Article 4.3.6.2.1 :</u> Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et de points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. [...] <u>Article 4.3.6.2 :</u> Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
Constats : L'inspection constate lors de la visite l'absence d'aménagement pour la réalisation de mesures de débit de l'effluent. Le canal de rejet présentait un diamètre plus large que l'écoulement qui était peu quantitatif. Le technicien du laboratoire a mis en place un sac lesté en amont de la prise de mesure (dans le canal de rejet), ceci afin d'augmenter le niveau d'eau dans le canal et permettre la mesure de débit. Cette mesure ne sera pas représentative et une observation sera directement inscrite sur le rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois